



**CONSEIL ET ASSISTANCE EN GESTION
FINANCIERE**

Appel d'Offres Ouvert
N° de procédure : P2505-AOO-DIFI

Cahier des clauses techniques particulières
(CCTP)

SOMMAIRE

Article 1. Objet.....	3
Article 2. Situation du projet.....	3
Article 2.1. Présentation succincte des missions de l’Acosse	3
Article 2.2. Descriptif de l’accord-cadre	3
2.2.2.1 Assistance à la sélection de gérants.....	4
2.2.2.2 Rédaction des supports juridiques	5
Article 2.3. Les actifs de placement.....	5
Article 3. Obligation de conseil	6
Article 4. Livrables	6
Article 4.1. Livrables et prestations attendues.....	6
Article 4.2. Forme et contenu des livrables	7
Article 4.3. Délai de réalisation	8

Article 1. OBJET

Fournir à l'Acosse des prestations de conseil et d'assistance en gestion financière.

Ces prestations, comprenant la réalisation d'études et leur communication auprès des instances décisionnelles du Conseil pour la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants, visent à couvrir les besoins suivants :

- Conseils en allocation d'actifs (lot n°1) ;
- Assistance à la sélection de gérant et à la rédaction des supports juridiques (lot n°2) ;
- Expertise annuelle de l'activité de gestion financière (lot n°3).

Article 2. SITUATION DU PROJET

Article 2.1. Présentation succincte des missions de l'Acosse

L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acosse) est la caisse nationale de la branche du recouvrement. Etablissement public à caractère administratif sous tutelle de l'Etat, l'Acosse gère la trésorerie du régime général, oriente et anime les politiques de recouvrement et de contrôle, organise et alloue les moyens des organismes du recouvrement, produit des statistiques socio-économiques à destination de ses partenaires et des pouvoirs publics.

Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI), créé par la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, est chargé de piloter le régime vieillesse complémentaire des professions artisanales, industrielles et commerciales (RCI) et le régime invalidité-décès des professions artisanales, industrielles et commerciales (RIDI) ainsi que la gestion du patrimoine de ces régimes.

Le CPSTI est un organisme de droit privé doté de la personnalité morale, soumis au contrôle de l'Etat et régi par le livre VI du code de la sécurité sociale.

Il est pourvu d'une Assemblée générale délibérante, d'un Directeur et d'un Directeur comptable et financier nommés par arrêtés conjoints des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, et conformément aux articles L.632-2 et L.635-4-1 du code de la sécurité sociale, le CPSTI confie la réalisation opérationnelle du pilotage des deux régimes à l'Acosse chargée d'assurer la gestion des opérations afférentes de pilotage et de placement : l'Acosse assure la gestion financière des placements, des biens meubles et immeubles constitutifs des réserves, ainsi que la passation des marchés qui en découlent.

L'Acosse dispose à ce titre d'un mandat général pour effectuer les opérations afférentes.

Article 2.2. Descriptif de l'accord-cadre

Cet accord-cadre a pour objet de fournir à l'Acosse des prestations de conseil et d'assistance en gestion financière.

Ces prestations, comprenant la réalisation d'études et leur communication auprès des instances décisionnelles, la Commission des placements RCI/RIDI (*la Commission*) visent à couvrir les besoins suivants :

Article 2.2.1 : Conseil en allocation d'actifs

Dans le cadre d'une gestion actif/passif sous contrainte mise en œuvre pour les régimes autonomes du CPSTI, la prestation proposera une allocation optimale en fonction des caractéristiques des différentes classes d'actifs permises par le décret n° 1314 du 25 octobre 2002 et du profil du passif des régimes. Cela se traduira par une analyse qui devra intégrer tout indicateur pertinent ainsi, par exemple : VaR, CVaR, pire perte, sensibilité aux facteurs de risques, etc.

La prestation concernera les deux régimes, RCI et RIDI, et devra respecter le cadre réglementaire du décret n° 1314 du 25 octobre 2002 complété par le cahier des limites de l'organisme.

La prestation se décomposera notamment en deux types d'études à réaliser par le Titulaire :

- **Etude en Allocation stratégique** : Cette allocation pluriannuelle (horizon à 3 ans), s'inscrivant dans une démarche de long terme, vise à déterminer l'exposition (taux cible, marge d'intervention) des réserves aux principales classes d'actifs (actions, obligations, immobilier), en fonction des caractéristiques du passif des régimes, des contraintes réglementaires ainsi qu'éventuellement des actifs existants. Cette exposition pourra être déclinée en sous-classes précisant à la fois les zones d'intervention, les styles de gestion (active, passive...), les instruments financiers... L'étude devra présenter plusieurs scénarii visant à déterminer les espérances de rendement et les risques associés (par exemple approche de type VaR), et ce, pour les deux régimes.
En fonction de l'évolution des marchés financiers, le scénario examiné et proposé à la Commission pourra être actualisé par le Titulaire.
- **Etude en Allocation tactique** : Dans le cadre défini par l'allocation stratégique et sur un horizon de court terme (étude pouvant être réalisée plusieurs fois par an), l'étude d'allocation tactique vise à la fois à réduire les risques et à bénéficier des opportunités de marché. Des préconisations sur la composition des portefeuilles (modification, maintien, nouveaux placements, etc.) devront être faites par le Titulaire en lien avec la sous-direction « gestion des actifs des placements » (GAP) de l'Acos.

Le Titulaire fera une présentation orale de ces études devant la Commission après validation commune avec la GAP.

Article 2.2.2 : Assistance à la sélection de gérants et à la rédaction des supports juridiques

2.2.2.1 Assistance à la sélection de gérants

L'assistance à la sélection de gérants répond à une procédure objective et transparente, s'inscrivant dans une démarche de type marché public restreint, menée en collaboration avec la GAP.

Elle porte notamment sur :

- La sélection de gestionnaires financiers : OPCVM dédiés ;
- La sélection de dépositaire – conservateur ;
- La sélection de gestionnaire administratif et comptable.

La prestation, conduite avec la participation de la GAP, doit comprendre :

- La rédaction des cahiers des charges conforme aux objectifs et aux contraintes fixés par la GAP ;
- L'établissement d'une liste de sociétés sélectionnées sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs ;
- L'analyse des propositions écrites ;
- La présentation de la méthodologie et du résultat de l'analyse à la Commission ;

Il est précisé que la GAP sera destinataire uniquement des éléments techniques du cahier des charges (voir également l'annexe 1 au CCTP : Procédure de sélection de gérant de fonds). Les éléments de prix seront adressés par les sociétés sélectionnées **exclusivement au Contrôleur financier du CPSTI**.

2.2.2.2 Rédaction des supports juridiques

A la suite de l'appel d'offres, le Titulaire gère la rédaction des supports juridiques : convention de gestion, prospectus, ainsi que la coordination entre les différents acteurs (sociétés de gestion, dépositaire, valorisateur) en veillant au respect des cahiers des charges, de la réglementation et des processus définis par la GAP.

Article 2.2.3 : Expertise annuelle de l'activité de gestion des placements

L'article R.623-10-3 b) du code de la sécurité sociale fait obligation au Conseil d'administration de chaque Caisse nationale, de base et chaque section professionnelle de mettre en place une expertise régulière de l'activité de gestion des placements par un organisme spécialisé extérieur.

Le règlement financier régissant les processus de placement des actifs des régimes précise que l'Assemblée générale du CPSTI est saisie chaque année, au cours du premier semestre, pour l'examen d'un bilan portant sur l'année écoulée.

Ce bilan comprend une expertise de la gestion des actifs des régimes, menée par un organisme spécialisé extérieur, ainsi que le bilan de l'activité du Contrôleur financier.

Les contrôles menés dans le cadre de l'activité du contrôleur financier portent, d'une façon générale, sur l'organisation du contrôle externe, les procédures et les opérations liées à l'activité financière et immobilière.

Le contrôle exercé par le Titulaire portera tant sur les performances de la gestion des actifs, que sur l'efficacité des contrôles effectués en interne. Le Titulaire fera les préconisations qu'il juge nécessaires.

Cette expertise annuelle de la gestion financière fera l'objet d'une présentation devant la Commission.

Article 2.3. Les actifs de placement

Les actifs de placement du CPSTI se composent de :

- a) Valeurs mobilières :
 - 27 fonds dédiés
 - 2 émissions d'OAT détenues en direct

- 33 fonds ouverts
- 77 produits non cotés

b) Immobilier de placement :

- Une cinquantaine d'immeubles, essentiellement à Paris

Compte tenu de la composition des réserves, une attention toute particulière sera portée au traitement des actifs non cotés au sein des modèles proposés.

Article 3. OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandation et de mise en garde de l'Acoss relativement à l'ensemble des prestations du marché. Les conseils, mise en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'Acoss lors de l'exécution du marché.

Article 4. LIVRABLES

Article 4.1. Livrables et prestations attendues

Le tableau ci-après indique les prestations et les livrables attendus pour chacun des lots.

Lots	Prestations attendues	Contenu des prestations	Livrables
Lot 1 Conseil en allocation d'actifs	Conseil en allocation stratégique (pour les 2 régimes)	<p>Etude du passif des régimes et de leurs contraintes ;</p> <p>Etude de l'actif existant et de l'allocation actuelle ;</p> <p>Définition de plusieurs scénarii d'allocation cible : étude de la répartition entre les principales classes d'actif selon les espérances de rendement, les risques ;</p> <p>Définition de marges d'intervention autour des taux cibles ;</p> <p>Préconisations établies en commun avec la GAP déclinant les principales classes d'actif en sous classes.</p> <p>Communication des résultats auprès de la Commission.</p>	<p>Etude sur les allocations stratégiques.</p> <p>Présentation des résultats de l'étude.</p>

	Conseil en allocation tactique (Pour les 2 régimes)	Préconisations d'arbitrages de court terme, dans les limites de l'allocation stratégique, définie après consultation de la GAP ; Communication des résultats auprès de la Commission.	Etude sur les allocations tactiques. Présentation des résultats de l'étude.
Lot 2 Assistance à la sélection de gérant, rédaction des supports juridiques	Assistance à la gestion des appels d'offres	Rédaction des cahiers des charges conforme aux objectifs et aux contraintes de l'Acos ; Etablissement d'une pré-liste de sociétés sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs ; Analyse des propositions écrites ; Présentation de la méthodologie et du résultat de l'analyse à la Commission ; Communication des travaux aux instances aux différentes étapes.	Dossier de consultation des entreprises, rapport d'analyse des offres, résultat d'audit des sociétés de gestion. Présentation des résultats.
	Rédaction des supports juridiques	Rédaction des mandats, supports juridiques, conventions de gestion ; Coordination entre les différents prestataires ; Vérification de conformité vis à vis de la réglementation et du cahier des charges.	Supports juridiques, convention de gestion, prospectus.
Lot 3 Expertise annuelle de l'activité de gestion financière	Expertise générale de l'activité de gestion financière	Expertise portant sur : - la gestion des actifs des régimes ; - le bilan de l'activité du contrôleur financier.	Bilan annuel sur l'activité financière et immobilière. Bilan annuel de l'activité du contrôleur financier. Présentation des résultats.

Une réunion ou visioconférence sera organisée par l'Acos, en présence du Titulaire, avant la présentation de chaque livrable à la Commission.

Il s'agira de passer en revue la présentation des travaux qui sera faite en Commission par le Titulaire et de faire les ajustements nécessaires si nécessaire.

Les ajustements seront possibles jusqu'à la dernière minute. Les corrections ainsi notifiées par l'Acos, sont à la charge du Titulaire.

Article 4.2. Forme et contenu des livrables

Une attention particulière sera demandée lors de la rédaction des livrables.

Les conclusions de ses missions de conseil doivent s'adresser à deux publics très différents :

- **Les conseillers du CPSTI**, membres de l'instance de décision, souhaitant une information claire, précise, fiable mais non-technique. **Un effort de clarté et de**

pertinence de l'information présentée est impératif. Il conviendra de veiller à exclure non seulement le jargon inutile mais, également, les anglicismes non nécessaires.

- La GAP souhaite une information précise, de qualité, fiable, détaillée et **opérationnelle**.

Le titulaire devra remettre tous les documents en français (impératif pour le volet « Conseillers »).

Article 4.3. Délai de réalisation

- **Lot 1 : Conseil en allocation d'actifs :**
 - o Allocation stratégique et allocation tactique (valable pour les 2 régimes) :
 - De **4 à 8 semaines** pour réaliser l'étude (une certaine tolérance sera admise pour les premières commandes).
 - Remise de l'étude définitive **a minima 10 jours ouvrés** avant la date de présentation en Commission.
- **Lot 2 : Assistance à la sélection de gérant, rédaction des supports juridiques :**
 - o Rédaction et livraison du cahier des charges **2-3 semaines maximum**
 - o Analyse des offres reçues **6-8 semaines maximum**
 - o Rédaction des supports juridiques **2-3 semaines** pour soumettre à l'ACOSS les documents réalisés
- **Lot 3 : Expertise annuelle de l'activité de gestion financière**
 - o De **4 à 8 semaines** pour réaliser l'étude.
 - o Remise de l'étude : au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de passage en commission financière.

L'intermédiaire établira un calendrier prévisionnel au moment de la commande.

Article 4.4. Profil des équipes attendus

Quel que-soit le type de prestation ou la nature des UO commandées, il est exigé que le titulaire mette à disposition de l'ACOSS - UCN des profils de type senior présentant les caractéristiques générales suivantes :

- Expérience de la gestion de projet dans le cadre du conseil, de l'assistance et de l'expertise dans le domaine de la gestion financière,
- Une expérience significative d'au moins dix ans dans les prestations du lot concerné,
- Capacités d'analyse confirmée et bonne maîtrise des techniques de communication, d'animation, de synthèse et de restitution
- Maîtrise des outils de bureautique Microsoft Office 365.